

La transparence des industries, une solution pour un développement solidaire et durable ?

28èmes Rencontres de la Solidarité Internationale et de la Citoyenneté d'Ingénieurs sans frontières
22&23 mars 2014 à l'École Centrale de Marseille - Programme détaillée provisoire

		Samedi 22 mars			Dimanche 23 mars		
		10h15-12h45	14h15-15h45	16h15-18h15	18h15-19h45	09h00-10h30	11h00-12h30
Conférences							
C1	Conférence 1 : Comprendre les enjeux de la transparence dans les relations Nord-Sud	X					
<i>Descriptif</i>	Comment diminuer les impacts sociaux, politiques et environnementaux des entreprises au Sud comme au Nord? Des entreprises responsables n'allant pas à l'encontre de l'intérêt du plus grand nombre et de la protection de l'environnement peuvent-elles exister? Vastes questions...Une des solutions pourrait passer par l'amélioration de la visibilité et de la lisibilité des activités des entreprises et de leurs impacts : c'est la question de la transparence. Mais si la nécessité de développer la transparence peut sembler flagrante, sa mise en œuvre et ses limites restent difficiles à appréhender.						
<i>Intervenants</i>	Michel CAPRON du Forum Citoyen RSE / autres intervenants en cours de confirmation						
C2	Conférence 2 : Comment s'appropriier et mettre à profit les informations fournies par les acteurs économiques ?			X			
<i>Descriptif</i>	Disposer d'informations grâce au processus de transparence est une chose, savoir les traiter en est une autre. Pouvons-nous compter uniquement sur nos propres capacités d'analyse rationnelle pour dégager des faits suffisamment objectifs et des conclusions opérantes? Comment faire en sorte que ces informations puissent être appropriées par les citoyen(ne)s? L'ingénieur de demain a sûrement un rôle à jouer dans ce domaine. Une fois ces informations appropriées par la société civile il s'agit de pouvoir les mettre à profit pour entrer dans une dynamique réelle de responsabilité des entreprises. Cette dynamique pourrait prendre la forme d'une veille des ONGs sur le respect des engagements des acteurs économiques envers la Responsabilité Sociale des Entreprises (RSE), et sur le respect effectif des lois nationales et accords internationaux. Et pour aller plus loin, ne pourrait-on pas imaginer, qu'une transparence réelle jette les bases d'un dialogue ouvert, voire d'une co-construction, entre acteurs économiques, sociétés civiles du Sud et du Nord, et états ?						
<i>Intervenants</i>	Christophe ALLIOT, BASIC / Sophia LAKHDAR, directrice SHERPA / Gustave MASSIAH, RESOL						
Ateliers d'échanges		1	7	1	1	7	7
Approfondir le thème de la RSE et de la transparence							
A1	Quels droits pour les lanceurs d'alerte ?						X
<i>Descriptif</i>	Quand l'employé pense devoir privilégier l'intérêt général à l'intérêt privé, il peut subir un cas de conscience : dois-je respecter la clause de confidentialité qui me lie à mon employeur et taire des pratiques qui peuvent avoir un impact sur la santé publique, l'équilibre des écosystèmes ou qui sont illégales ? Les lanceurs d'alertes ayant alors choisi l'intérêt général, se voient dans une situation professionnelle délicate et sont susceptibles d'être poursuivis judiciairement. Quelles garanties la législation (loi, antécédent juridique, jurisprudence) peut-elle offrir ?						
<i>Intervenants</i>	Jean-Paul BOUCHET, secrétaire général CFDT Cadres						
A2	Mode de diffusion des pratiques de transparence, le rôle particulier des bailleurs de fond						X
<i>Descriptif</i>	La transparence suffit-elle à garantir en pratique le respect des bonnes pratiques de la RSE ? Dans leurs activités au Sud, les organisations modifient-elles réellement leurs pratiques en fonction de contraintes imposées par une volonté de "transparence" ? L'évolution des grandes organisations converge-t-elle avec celle des PME/PMI ?						
<i>Intervenants</i>	Roger GOUDIARD, Directeur du CEFEB de l'AFD						
A3	Expertise citoyenne, la science au rabais ?		X				
<i>Descriptif</i>	"Le monopole de l'expertise est une des principales sources d'affirmation et de légitimation de l'autorité », dans le cadre de l'entreprise comme du débat public. Pourtant, si l'on veut atteindre le « bien vivre ensemble » ou « buen vivir » l'expertise pourrait être partagée, afin que les citoyens puissent participer aux décisions qui le concernent de manière éclairée. Cette nouvelle conception de l'accès à l'information technique interpelle le fonctionnement classique de notre société. L'expert va-t-il accepter que son travail soit contrôlé par des tiers moins qualifiés que lui, perdant ainsi de son "autorité" sur son champ de connaissances ? Un réseau collaboratif entre experts et groupes de citoyens est-il utile et réalisable ?						
<i>Intervenants</i>	Les Petits Débrouillards PACA, Gustave Massiah RESOL						
A4	Pourquoi et comment évaluer les impacts sociaux et environnementaux des acteurs économiques ?					X	
<i>Descriptif</i>	La notation extra-financière des entreprises ou encore des Etats est devenue une pratique de plus en plus répandue. Elle consiste à évaluer et comparer les politiques environnementales, sociales et de gouvernance de ces acteurs afin de constituer des fonds d'investissement socialement responsables, c'est-à-dire de gérer les placements financiers en prenant en compte ces nouveaux critères en plus des critères financiers. Mais ces informations sur les impacts sociaux et environnementaux des acteurs économiques ne pourraient-elles pas être mises à profit dans d'autres objectifs? A destination de la société civile ou des politiques, l'information ne peut-elle pas modifier les comportements économiques et leurs impacts sur la société ? Et alors, quelles méthodes pour parvenir à ces deux objectifs différents ?						
<i>Intervenants</i>	Christophe ALLIOT, BASIC / ETHIFINANCE						

Quelques retours d'expérience pour agir ici et là-bas						
B1	Rencontre et questionnement autour d'un projet de développement et d'une mission de terrain					x
<i>Descriptif</i>	Lors de l'été 2013, plusieurs membres d'ISF se sont rendus sur des projets de développement au sud dans le cadre de leur partenariats avec des associations de migrants, de solidarité internationale...Comment monter et financer une mission ? Comment s'y préparer ? Quelles expériences et questionnements rencontrés sur le terrain ?					
<i>Intervenants</i>	ISF Nord					
B2	Énergies renouvelables, environnement et solidarités : pour un soutien aux expérimentations pour les agrocarburants paysans en Afrique !		x			
<i>Descriptif</i>	Loin des approches industrielles, diverses initiatives visent à tester en Afrique des modèles alternatifs d'accès à l'énergie pour les populations rurales. La distinction est claire entre les agrocarburants en culture intensive et une production paysanne pour des usages locaux. Il est pourtant à craindre que le soutien de la coopération internationale à ces initiatives locales, dont la poursuite est essentielle, soit remis en cause.					
<i>Intervenants</i>	Alain GUINEBAULT, directeur général du GERES					
B3	2014, Année internationale de l'Agriculture Familiale : une question d'avenir ?					x
<i>Descriptif</i>	L'Année internationale de l'agriculture familiale (AIAF) entend remettre l'agriculture familiale au centre des politiques agricoles, environnementales et sociales dans les programmes d'action nationaux. En effet, selon la FAO (organisation de l'ONU en charge de l'agriculture) qui porte cet événement, l'agriculture familiale est la garante de la sécurité alimentaire mondiale aujourd'hui. Quel est ce modèle d'organisation agricole ? Quelles réalités recoupe-t-il au Nord et aux Suds ? A quels autres modèles s'oppose-t-il ? Est-il une solution contre la faim dans le monde ? Est-il une fin en soit dans le but de favoriser la transition vers un développement mondial plus équitable et plus équilibré ? Plus largement, l'atelier abordera la question de l'organisation collective, familiale ou non de l'agriculture et de ses impacts sur l'alimentation, l'environnement et la société.					
<i>Intervenants</i>	GTI Développement Agricole, ISF Montpellier					
B4	La gestion communautaire des ressources naturelles au Nord et au Sud		x			
<i>Descriptif</i>	Modèle participatif et adaptée aux réalités locales, la gestion communautaire des ressources naturelles (généralement l'eau, la forêt, les activités agricoles et la pêche) est devenue incontournable dans le secteur du développement. Elle est ainsi devenue un outil prépondérant dans la mise en œuvre du développement durable dans les pays du Sud. Toutefois, elle est également présente au Nord dans le domaine de l'eau ou dans la gestion du littoral. S'interroger sur les enjeux, réussites et limites de cette démarche demande donc de s'intéresser sur cette diversité des projets.					
<i>Intervenants</i>	Didier GENIN, chercheur au Laboratoire Population Environnement Développement (LPED Marseille)					
B5	D'un territoire à l'autre, quelles coopérations ?		x			
<i>Descriptif</i>	La Coopération Décentralisée est de plus en plus présente dans les projets que mènent ISF. Dans la continuité des réflexions initiées lors des Journées Nationales de Lyon sur nos modes d'engagements au Sud, l'atelier abordera les questions de l'engagement et de la place des jeunes d'ici et de là-bas au sein des structures de coopération décentralisée.					
<i>Intervenants</i>	François DOLS, administrateur ADOS / Davina DERAÏN, coordinatrice Chambéry-Ouahigouya / Directeur service relations internationales de la Mairie de Marseille					
B6	Accéder à la terre et s'installer comme agriculteur, un défi pas facile à relever !					x
<i>Descriptif</i>	Venez tester le nouveau jeu de rôle construit par Starting Block et Terres de Lien pour vous sensibiliser aux problématiques agricoles tant au niveau de la préservation du foncier, que sur l'installation en bio sur le territoire francilien; Échanger sur cette problématique et les constats de la situation actuelle; Découvrir Terre de Liens et identifier des leviers d'actions possibles en tant que citoyen.					
<i>Intervenants</i>	Jean-Marc DELAUNAY, STARTING BLOCK					
B7	Village associatif des Rencontres de la Solidarité Internationale et de la Citoyenneté				x	
Prenons un peu de recul						
C1	L'ingénieur est un transitionneur qui s'ignore		x			
<i>Descriptif</i>	Pauvreté, réchauffement climatique, pic pétrolier, perte de la biodiversité : autant de signes démontrant l'urgence de repenser les modèles de développement actuels et de s'inscrire dans un mouvement de transition écologique et énergétique au Nord comme au Sud. De part son métier, l'ingénieur participe à la construction de ces nouveaux modèles et met en cause sa responsabilité citoyenne. En un sens, il contribue à la transition. Oui mais laquelle ? Partageons nous tous la même vision ? Quels enjeux et impacts se cachent derrière la transition ?					
<i>Intervenants</i>	Marie CHERON, association 4D					
C2	L'eau en région méditerranéenne : bien commun ou arme géopolitique ?					x
<i>Descriptif</i>	En Méditerranée se pose le problème de la disponibilité en eau. Depuis très longtemps, cette région se distingue vraiment par l'ingénierie hydraulique mise en œuvre. Plus que cela, l'eau est perçue, depuis longtemps, comme un bien commun. Or, c'est en même temps dans cette région que se pose aujourd'hui la question des « guerres de l'eau ». Quelles stratégies et gouvernance régionale pour l'or bleu ?					
<i>Intervenants</i>	En recherche					
C3	Dette des pays du Sud : reconstituez "La ligne du temps" !		x			

	<p><i>Descriptif</i> Retracez de manière interactive l'histoire (de 1945 à nos jours) de l'endettement des pays du Sud : son évolution de l'origine à l'actualité, les acteurs, les conséquences, etc. Vous voulez comprendre le «système dette» comme mécanisme d'appropriation des richesses et faire des liens entre ce qui se passe aujourd'hui en Europe et ceux que connaissent les pays du Sud depuis les années 80 ? Cet atelier est pour vous !</p> <p><i>Intervenants</i> Nicolas SERSIRON, président CADTM France</p>							
C4	La sobriété a-t-elle un avenir ? Retour en arrière ou vecteur de progrès ?							x
	<p><i>Descriptif</i> La sobriété énergétique, tout comme la sobriété alimentaire, matérielle, ou financière, a fait son entrée dans les écrits et sur les plateaux télévisés. Avant que le mot ne soit vidé de son sens par la lessiveuse médiatique, interrogeons-nous sur sa nécessité, ses atouts et opportunités, ses limites, blocages et sorties de route à repérer. A travers des cas concrets, il s'agit de trouver des leviers pour que le corps social puisse s'approprier la question.</p> <p><i>Intervenants</i> Marc SANTONI, GTI Humiliténergie</p>							
C5	Face à nos responsabilités individuelles et collectives sur Internet							x
	<p><i>Descriptif</i> Il est plus que jamais nécessaire de se poser les bonnes questions pour un usage individuel et collectif responsable de l'Internet : Est-il acceptable qu'une société ou un état ait la mainmise sur le réseau ? Est-il acceptable qu'une société ou un gouvernement puisse accéder à mes données personnelles ? Ai-je le droit ou le devoir de « sortir couvert » sur l'Internet ? Quels sont les outils à ma disposition ? Quelles sont mes responsabilités en tant qu'entreprise, association vis à vis de mes collaborateurs ou des usagers de mon réseau ou de mes services connectés ?</p> <p><i>Intervenants</i> Équipe SYSINFO</p>							
Animer une association étudiante de solidarité internationale								
D1	La démarche critique est-elle une démarche d'éducation au développement?						x	
	<p><i>Descriptif</i> L'EAD fait partie des actions des groupes ISF mais il n'est pas facile de définir ce champs d'activité. Quels points communs entre une conférence, un jeu de rôle ou une exposition? Quelle est la place de la démarche critique dans les actions d'EAD ? En confrontant nos actions à celles de nos partenaires nous essaierons de discuter de nos objectifs et d'inscrire nos pratiques dans un cadre plus global.</p> <p><i>Intervenants</i> Marseille zététique, acteur local d'éducation populaire</p>							
D2	Travailler en réseau sur son territoire : comment et pourquoi faire ?							x
	<p><i>Descriptif</i> Les initiatives et organisations de son territoire sont autant d'opportunités de collaborations et de rencontres pour des associations étudiantes dont l'horizon se limite souvent à leur campus. Cet atelier doit permettre d'échanger sur les manières de mieux intégrer son association dans le paysage local afin de dynamiser ses pratiques.</p> <p><i>Intervenants</i> Laurence GRIETTE, directrice de Territoires Solidaires</p>							
D3	Passation de l'association et de son projet associatif							x
	<p><i>Descriptif</i> Le projet associatif et la passation sont clés pour une association. Comment assurer une bonne transmission de l'association et inscrire cela dans le projet associatif?</p> <p><i>Intervenants</i> Équipe Vie Associative</p>							
La formation et la profession d'ingénieur en débat								
E1	La question du genre et le métier de l'ingénieur							x
	<p><i>Descriptif</i> Malgré une mixité de plus en plus importante, certaines professions, comme celle d'ingénieur, restent très majoritairement masculines. Comment expliquer aujourd'hui, que seulement 25% de femmes choisissent la filière ingénieur et que leur rémunération moyenne est inférieure à celle des hommes ? La construction sociale des genres est-elle en cause ?</p> <p><i>Intervenants</i> Catherine BODY, Perspectives Plurielles</p>							
E2	Agir sur sa formation d'ingénieur : vers un Manifeste pour Ingénieurs sans frontières							x
	<p><i>Descriptif</i> En 2009, ISF lance la recherche-action « Former l'ingénieur citoyen » afin d'interroger les contenus des formations initiales au regard des enjeux sociétaux actuels et afin de réfléchir à leurs évolutions potentielles. Sur la base des résultats de ce projet, ISF souhaite, au cours de sessions de travail collectives, élaborer un manifeste pour l'insertion des étudiants dans le débat sur l'orientation des formations d'ingénieurs et pouvant émettre des propositions sur les modèles de formation. Cet atelier vous permettra de participer à ce processus rédactionnel collectif et participatif, pour faire avancer la réflexion et se l'approprier.</p> <p><i>Intervenants</i> Comité "Former l'Ingénieur Citoyen"</p>							
E3	Quel chemin pour passer de la sensibilisation au changement de pratiques sur les questions extractives ?							x
	<p><i>Descriptif</i> Cet atelier se veut avant tout un espace d'échanges et de rencontres entre des intervenants internationaux et les participants des RESIC. Il se donne pour objectif de permettre aux intervenants de présenter des projets d'éducation au développement et à la citoyenneté menés dans leur pays sur les questions extractives et de mettre en débat les enjeux qui y sont liés.</p> <p><i>Intervenants</i> GTI Systèmes extractifs et environnements / Kristina SAMUDIO, Casa de la PAZ (Chili) / Silvia Formentí Sabater, Ingeniería sin Fronteras (Espagne) / Alfred Ndrabu Bujú, Commission Episcopale des Ressources Naturelles (RDC) / Charlotte Christiaens, CATAPA (Belgique)</p>							